

**Ministère de l'Administration Territoriale,
Décentralisation et de la réforme de l'Etat**

Région de Kidal

Cercle de Intadjedite

Commune Rurale de Intadjedite

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

**PLAN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE SOCIAL ET
CULTUREL
(PDESC 2017-2021)
DE LA COMMUNE RURALE D'INTADJEDITE**

Version Finale

Octobre 2016

Sommaire

- I. INTRODUCTION
- II. METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PLAN
 - 2.1. CAMPAGNE D'INFORMATION/SENSIBILISATION DES ACTEURS COMMUNAUX
 - 2.2. ÉCHANGE AVEC LES COMITES COMMUNAUX SUR LE PROCESSUS PDESC
 - 2.3. ORGANISATION DES DIAGNOSTICS DANS LES SECTEURS DE DEVELOPPEMENT
 - 2.3.1. DIAGNOSTIC TECHNIQUE (IL S'AGIT DES DONNEES SECONDAIRES RECUEILLIES)
 - 2.3.2. DIAGNOSTIC PARTICIPATIF (DIFFICULTES, LES CAUSES, LES BESOINS DES POPULATIONS ET DES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES)
 - 2.4. ÉTABLISSEMENT DE LA SITUATION DE REFERENCE (DES COMMUNES, VILLAGES/ SECTEURS DE DEVELOPPEMENT)
 - 2.5. TENUE DES JOURNEES DE CONCERTATION ET DE CONSULTATION INTERCOMMUNAUTAIRE
 - 2.6. PRINCIPALES DIFFICULTES RENCONTREES DANS LE PROCESSUS D'ELABORATION DES PDESC
- III. GENERALITES SUR LA COMMUNE
 - 3.1. PRÉSENTATION DE LA COMMUNE
 - 3.2. SITUATION GÉOGRAPHIQUE
 - 3.3. RELIEF, CLIMAT, VÉGÉTATION ET HYDROGRAPHIE
 - 3.4. POPULATION
- IV. SITUATION SOCIO ECONOMIQUE DE LA COMMUNE
 - 4.1. AGRICULTURE
 - 4.2. ÉLEVAGE
 - 4.3. ENVIRONNEMENT
 - 4.4. ARTS-TOURISME-CULTURE-SPORT
 - 4.5. EDUCATION
 - 4.6. SANTÉ
 - 4.7. COMMUNICATION
 - 4.8. COMMERCE/ TRANSPORT
 - 4.9. HYDRAULIQUE-ÉNERGIE-MINES-INDUSTRIE
- V. GRANDES ORIENTATIONS DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE
- VI. PLAN QUINQUENNAL ET PROGRAMME DE LA COMMUNE
 - 6.1. PRÉSENTATION/ANALYSE
- VII. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN
- VIII. MECANISME DE SUIVI /EVALUATION
- IX. DIFFUSION DU PDSEC
- X. CONCLUSION
- ANNEXES

Sigles et Abréviations

ADR	:	Agence de Développement Régional
AE		Académie d'Enseignement
AEP	:	Adduction d'Eau Potable
AES		Adduction d'Eau Sommaire
AFD		Agence Française de Développement
AGR	:	Activités génératrices de revenus
ANICT	:	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
APE	:	Association des Parents d'élèves
APEJ	:	Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
ASACO	:	Association de Santé Communautaire
ASSADECK	:	Association Appui Décentralisation Kidal
C D P E	:	Centre du Développement de la Petite Enfance
CAP	:	Centre d'Animation Pédagogique
CCOCSAD	:	Comité Communal d'Orientatation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CGS	:	Comité de Gestion Scolaire
CLOCSAD		Comité Local d'Orientatation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CRA	:	Chambre Régionale d'Agriculture
CREDD	:	Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CROCSAD	:	Comité Régional d'Orientatation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CSCOM	:	Centre de Santé Communautaire
Csref	:	Centre de Santé de Référence
CSRP	:	Cadre Stratégique de Réduction de la Pauvreté
CT	:	Collectivités Territoriales
DDRK	:	Programme de Développement Durable de la Région de Kidal
DIP	:	Domaine d'Intervention Prioritaire
DRGR	:	Direction régionale du Génie rurale
DRHE	:	Direction Régionale de l'Hydraulique et de l'Énergie
DRPIA	:	Direction régionale de la production et des industries Animales
DRS	:	Direction régionale de la santé
DRSV	:	Direction régionale du service vétérinaire
FCFA	:	Francs de la Communauté Financière Africaine
FICT		Fonds d'Investissement des Collectivités Territoriales

LOA	:	Loi d’Orientation Agricole
MSF-E		Médecin du Monde Espagne
OCB	:	Organisation Communautaire de Base
OMATHO		Office Malien du Tourisme et de l’Hôtellerie
OMD	:	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
OSP	:	Organisation Socio-Professionnelle
PADDECK :		Programme d’Appui au Développement Décentralisé de la Région de Kidal
PADDER	:	Projet d’Appui à la Décentralisation et au Développement Economique Régional
PAM	:	Programme Alimentaire Mondial
PDESC	:	Programme Développement Économique Social Culturel
PIRE		Programme Intérimaire de la Relance Educative
PISE		Programme d’Investissement Sectoriel de l’Education
PM	:	Puits Modernes
PMH		Pompe à Motricité Humaine
PNSA	:	Programme National pour la sécurité alimentaire
PRODEC :		Programme Décennal de l’Education et de la culture
PRODESS :		Programme de développement social et sanitaire
PRRE		Projet de Reconstruction et de Relance Economique
PSA	:	Poste de Santé Avancée
PTF	:	Partenaires techniques et financiers
SCAC		Service de Coopération et Action Culturelle
SCAT	:	Schéma Communal d’Aménagement
SICA	:	Syndicat Inter collectivités Adagh
SHPA	:	Système Hydraulique Pastorale Amélioré
TBS	:	Taux Brut de Scolarisation

I. INTRODUCTION

Dans le but de relancer le développement économique, social et culturel des régions affectées par la crise de 2012, le Gouvernement du Mali sur financement de la Banque Mondiale a mis en place le projet de Relance et de Reconstruction économique du Mali (PRRE).

SOS SAHEL chargé de la maîtrise d'ouvrage déléguée a fait recours aux services de plusieurs ONG, Consortium d'ONG locales. Le groupement Azhar-CERCA a été retenu pour mettre en œuvre les activités au niveau des communes bénéficiaires de la région de Kidal.

L'appui à la planification participative des projets d'investissements tenant compte des priorités des populations affectées fait partie de la composante 3 du projet et justifie le soutien apporté à la Commune rurale de Intadjedite dans le processus d'élaboration de son PDESC 2017 – 2021.

Le programme de développement est un outil de programmation dans le temps et dans l'espace des actions de développement d'une collectivité territoriale. C'est un cadre de référence et de coordination des actions de développement pour une période de 5 ans. Son élaboration s'inscrit dans les attributions de la collectivité (article 14 du code des collectivités territoriales). Le programme de développement exige l'implication de tous les citoyens, de toutes les organisations socio professionnelles et des autres acteurs Etatiques et non Etatiques. Il se déroule selon une démarche participative et itérative qui a pour but d'en assurer la légitimité et la cohérence avec les politiques nationales dans le respect du principe de subsidiarité.

Le programme actuel restera dans la logique du renforcement de l'existant. Des investissements stratégiques basés sur des projets structurants y seront prédominants. Il sera également à la fois fédérateur et mobilisateur et fondé sur une vision partagée du territoire.

Le présent document est structuré de la manière suivante :

- La méthodologie qui retrace toutes les phases par lesquelles le processus a été conduit pour aboutir au plan quinquennal 2017 – 2021 de la commune ;
- La présentation de la commune qui donne une vue détaillée des caractéristiques physiques (relief, sol/végétation, hydrographie, climat), le document présente aussi des données démographiques;
- La présentation de la situation socioéconomique de base de la commune avec les difficultés auxquelles les populations sont confrontées;
- Les orientations d'ordre national qui donnent une vue d'ensemble de ce que l'Etat prévoit dans le cadre du développement du pays et celles que la commune entend atteindre en termes d'objectifs particuliers pour répondre aux nombreux besoins des populations ;
- La programmation quinquennale qui oriente sur les domaines et activités à mener pendant les cinq prochaines années, les objectifs visés, et la prise en charge par les différents intervenants en termes de coûts ;
- La restitution/validation du PDESC;
- Les stratégies de mise en œuvre ;
- Le mécanisme de suivi/évaluation qui définit le dispositif mis en place à cet effet ;
- La conclusion qui donne une synthèse du contenu du PDSEC.

II. METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PLAN

Dans le processus d'élaboration du PDESC, le guide méthodologique national et les outils mis à disposition par SOS SAHEL ont été utilisés.

La méthodologie adoptée qui est pleinement participative s'articule autour de différentes étapes d'élaboration du PDESC qui sont :

2.1. Phase préparatoire :

2.1.1. Décision de création et composition du comité communautaire :

Pour élaborer son PDESC, le conseil communal, maître d'ouvrage, a délibéré (délibération en annexe) pour mettre en place un comité communautaire unique en lieu et place (décision en annexe) des différents comités prévus au niveau des secteurs de développement de la commune. Cette approche consensuelle a tenu compte de la situation spécifique de la région de Kidal où sévit encore une grande insécurité rendant difficile les déplacements et les rencontres des acteurs (leaders communautaires, chefs de fraction, chefs de secteurs de développement, les organisations socioprofessionnelles, les élus, et les ONG) impliqués dans le processus d'élaboration du PDESC.

Le comité mis en place est chargé de la planification, du suivi/surveillance et la gestion/ prévention des conflits. Il est composé de six (06) personnes choisies par la communauté en raison de leurs connaissances avérées du milieu et des langues : 1 élu, 2 représentants des jeunes, 2 représentantes des femmes et 1 représentant de la Société Civile.

Un animateur est recruté en concertation avec la communauté pour appuyer dans la préparation des diagnostics participatifs, l'information/sensibilisation.

2.1.2. Campagne d'information/sensibilisation des acteurs communaux

Dans la commune, au niveau des secteurs de développement, des rencontres ont été organisées pour informer et sensibiliser les acteurs locaux (les élus, les OCB-OSP, les femmes, les jeunes, les chefs de fractions, les chefs de secteurs) sur les objectifs du PRRE qui appuie le Consortium AZHAR/CERCA dans l'élaboration du PDESC 2017-2021.

Avec les services techniques et l'administration résidant à Gao (le préfet, les sous-préfets, l'administration régionale et les services techniques) des contacts sont aussi établis pour échanger sur le projet PRRE (ses objectifs, l'élaboration des programmes de développement des communes et la méthodologie préconisée)

2.1.3. Échange avec le comité communautaire sur le processus de planification communale

Le Consortium AZHAR/CERCA a organisé des échanges d'informations du 23 au 24 juillet 2016 avec les autorités administratives et locales et un renforcement des capacités du comité afin de le préparer sur les enjeux de la planification communale du développement, ses objectifs et sa démarche.

L'animateur a quant à lui bénéficié d'une initiation à la méthodologie et à l'utilisation des outils de collecte de données.

Les rôles et responsabilités des différents acteurs dans le cadre du processus ont été expliqués et discutés afin de susciter leur engagement, leur adhésion et leur implication.

2.2. Organisation des diagnostics dans les secteurs de développement et l'établissement de la situation de référence de la commune

Le diagnostic a été réalisé par l'équipe du projet (1 coordinateur, 2 spécialistes en développement communautaire, 1 spécialiste en infrastructure, 1 animateur). Le diagnostic a enregistré dans les différents secteurs du développement la participation des élus, des chefs de secteurs, des OCB-OSP, des leaders des jeunes et des femmes, des ONG et programmes/projets. Le cadre a servi non seulement à expliquer les objectifs et les résultats visés mais aussi, à faire un état des lieux des

potentialités, des atouts des secteurs et les problèmes / contraintes du développement communal. Les besoins et l'appui sollicité ont également été identifiés.

La situation de référence a été établie avec l'appui des élus, des personnes ressources et les leaders de communautés. Cet état des lieux reste un indicateur du développement de la commune au plan équipements/ infrastructures et services sociaux de base.

2.2.1. Tenue des journées de concertation et de consultation intercommunautaire

Au cours des journées de concertation/consultation intercommunautaire qui ont regroupé une trentaine de participants, il a été procédé à la synthèse communale des problèmes et besoins dans les différents secteurs de développement. Aussi, ces journées ont été un cadre pour les délégués des secteurs, des représentants des chefs de fraction, des jeunes, des femmes, des responsables d'OCB/OP et les élus pour la mise en commun et l'analyse des données recueillies et la priorisation des actions à réaliser.

2.3. Planification/Restitution/Validation

2.3.1. Planification / programmation

Pour réaliser la planification/programmation, le bilan de l'autoévaluation, des diagnostics, des informations sur les politiques nationales et régionales principalement le Cadre Stratégique pour la croissance et la réduction de la Pauvreté (CSCR), les politiques sectorielles, ont servi dans la définition des orientations du développement de la commune. A cet atelier important ont participé : les élus, les personnes ressources, la société civile, les partenaires de la commune.

Les participants sur la base de leurs connaissances techniques ont analysé les résultats des travaux des JCCI ce qui a permis de définir des choix stratégiques basés sur les moyens disponibles/potentiels et l'envergure des problèmes qui se posent à la commune.

C'est ainsi qu'il est ressorti de l'atelier un plan quinquennal 2017-2021 consensuel et un programme annuel avec des objectifs spécifiques bien définis.

2.3.2 Restitution/Validation

Le programme quinquennal de développement et le programme annuel issus de l'atelier de planification ont fait l'objet d'une restitution aux élus, aux représentants des organisations de la société civile pour les analyser et les valider.

2.3.3 Adoption

Le document validé dans le cadre de cette concertation locale des acteurs est adopté par le conseil communal au cours d'une session convoquée à cet effet. La restitution du PDESC et du programme annuel va être conduite par le conseil communal au niveau des communautés et sera diffusé auprès de l'administration et des partenaires techniques et financiers en fonction des canaux de communication disponibles.

2.4. Principales difficultés rencontrées dans le processus PDESC

La situation sécuritaire dans la commune à l'instar de toute la région n'a pas permis la mobilisation souhaitée des acteurs clés. L'accès à certains secteurs de développement a été difficilement réussi, la présence des djihadistes terroristes étant ressentie comme une épée de Damoclès sur les communautés et l'équipe du projet. Egalement, l'absence des services techniques au niveau communal et régional depuis 2012, services, actuellement résidants à Gao a été une autre contrainte majeure.

Cependant, la mise en place du comité communautaire de pilotage a été un élément facilitateur dans le processus de l'élaboration du PDESC. Il faut préciser que ce comité est composé de personnes expérimentées qui connaissent suffisamment le milieu et sont représentatives de diverses sensibilités

Lo

III. GENERALITES SUR LA COMMUNE

3.1. Organisation administrative de la commune :

3.1.1. Présentation de la commune :

La commune rurale d'Intadjédite a été créée en juin 2001 par la loi n° 001 – 041 portant création des communes d'Intadjédite et d'Alata. Elle est située à l'Est de la commune de Kidal. Sa population est estimée à 6890 habitants dont 3092 femmes (Source DRPS ki 2016)

Contrairement aux autres communes de la région de Kidal, le conseil communal d'Intadjédit a été mis en place le 24 décembre 2001, à la suite des élections partielles du 02 décembre de la même année. Il est composé de onze (11) membres.

La commune d'Intadjédit est membre du Syndicat Inter collectivité Adagh (SICA).

3.1.2. Situation géographique

La commune est limitée :

- Au Nord par l'Algérie ;
- Au Sud par la commune rurale d'Alata (Cercle de Ménaka) ;
- À l'Ouest par les communes de Tin-Essako et Kidal ;
- À l'Est par la République du Niger

3.1.3. Cadre physique

➤ Relief :

Le Relief est constitué de petites montagnes dans sa partie occidentale et méridionale, puis de terrains sédimentaires de la vallée du Tamasna dans sa partie septentrionale et orientale. Les sols sont sablo – rocaillieux et argilo – sableux.

➤ Hydrogéologie

La commune rurale d'Intadjédite a des grandes potentialités en eau souterraine. Cela se caractérise par l'abondance de la nappe phréatique tout le long de l'oued sur lequel se situe le village d'Intadjédite. Les cours d'eau de surface (oueds, mares, barrages, etc...) ne permettent pas de résoudre le problème d'eau qui se pose avec acuité, à cause de l'évaporation très élevée. La solution envisageable est de faire des ouvrages des captages (Forages, puits modernes, puits citernes)

Dans le domaine de l'hydraulique la couverture en eau des populations et des animaux est insuffisante.

Au niveau de tous les secteurs, les populations ont inscrit dans leur plan d'action le problème d'eau comme problème majeur.

Les oueds dans la commune d'Intadjédit coulent du nord – est vers le sud – est et se jettent dans l'azawaq. Les mares saisonnières, les puits et forages équipés réalisés ces dernières années constituent la principale source en eau de la commune dont la couverture est encore insuffisante malgré les infrastructures hydrauliques actuelles.

➤ Climat

Avec un climat de type saharien, la commune d'Intadjédit dépasse rarement 100 mm de pluie par an, les écarts de températures sont importants. En saison sèche, les températures sont élevées et atteignent 50°C et en saison froide elles descendent jusqu'à 5°C.

Le climat est typiquement saharien avec trois (3) saisons :

- de mars à juin : une saison chaude et sèche avec des vents chauds et secs (le harmattan)
- de juin à septembre : une saison des pluies avec des pluies irrégulières

- d'octobre à mars : saison sèche et froide se caractérisant par une baisse considérable des températures pouvant atteindre 5°C durant la nuit en janvier.

Les vents forts soufflent généralement le jour, de février à août avec un maximum au mois de juin et représente un fort potentiel en énergie éolienne.

➤ **Végétation :**

La végétation est composée d'arbres épineux, d'arbustes et d'herbe localisée surtout le long des vallées.

➤ **La Faune :**

La faune est autrefois abondante, mais de nos jours elle est en voie de disparition. Seuls des chacals, des fennecs, des hyènes, des outardes, et une importante réserve de gazelles dorcas dans le Tamasna survivent encore. Il faut rappeler que les populations de cette commune sont fortement engagées dans la protection de la faune.

3.1.4. Population

La population de la commune estimée à 6891 habitants (Source DRPS Kidal 2016) est essentiellement composée de Kel Tamasheq. Quelques familles Arabes et peulh éleveurs vivent aussi dans la commune.

La structure de la population est caractérisée par une forte jeunesse et une masculinité également importante.

La population de la commune est composée de 14 fractions qui sont : IbatantaneI, IfougoumisseneI, IfirgoumisseneII, kel ouzeiyane I, Kel Ouzeiyane II, Achakatlam, kel essouk, Ifoulanane, Chibil, Tidjer Saloum, keltahakayte, Ibayambarane, Ibilbitiyane et Iwinchidjane nomades réparties sur dix (10) secteurs de développement dont un village chef-lieu de commune : Achibogho, Tagoraste, Abiyou, Intadjedit, Tindoudou, Ibalaghane, Imboulale, Enekart, Inissiri, Hemma. Les mouvements de cette population nomade sont plus fréquents vers Menaka, Kidal et Tinzwatene.

Le phénomène migratoire est d'une grande ampleur car les jeunes vont en exode dans les pays arabes comme l'Algérie et la Libye. Une partie de la population est même confondue à celle du sud Algérie. La religion pratiquée est l'islam.

Tableau 1 : Répartition de la population par sexe

Hommes	Femmes	Total
3799	3092	6891

Source: DRPSIA Kidal 2016

IV. SITUATION SOCIO ECONOMIQUE DE BASE DE LA COMMUNE

4.1. Elevage :

Le système de production dominant est l'élevage extensif pratiqué essentiellement au niveau des secteurs de développement de la commune. L'élevage constitue la première activité économique et représente un potentiel important en termes de revenus. Il assure à la population l'alimentation en viande et en lait. Le cheptel se compose de bovins, ovins, caprins, asins et camelins.

La commune bénéficie avant la crise de 2012 de l'encadrement des deux services techniques de l'élevage. Il s'agit entre autres du service local des productions et industries animales et le secteur vétérinaire du cercle qui sont représentés dans la commune.

Tableau 2 : Nombre estimatif par espèce

Bovins	Ovins	Caprins	Asins	Camelins	Total
253	9900	7625	1541	8118	27437

Source : DRAMR-Kidal –RNCTN 2008

Les atouts ou potentialités du sous-secteur de l'élevage sont :

- L'existence de pâturages ;
- L'existence de terres salées ;
- L'existence d'associations d'éleveurs ;
- L'existence de marché à bétail de proximité (Kidal, Algérie et Menaka).

L'exploitation de ces potentialités est confrontée à des contraintes que sont :

- l'analphabétisme des pasteurs ;
- la réticence des populations nomades au traitement et au déstockage du bétail ;
- l'absence de gestion rationnelle de l'espace pastoral (dégradation continue des pâturages, coupe abusive des espèces ligneuses)
- L'absence d'unité de fabrication d'aliments bétail ;
- Les difficultés d'accès aux produits et services vétérinaires ;
- La présence de certaines maladies animales ;
- L'insuffisance d'infrastructure vétérinaire (parc de vaccination, aire d'abattage) ;
- L'insuffisance d'agent technique d'encadrement dans la commune ;
- La faible production en lait et en viande.

Les perspectives sont :

- la maîtrise de l'eau pour réduire les besoins en eau des populations et du cheptel en réalisant des forages équipés, des barrages filtrants, des impluviums, des mares et des puits à grand diamètre dans toutes les zones à pâturages abondants ;
- la transformation/ conservation des produits de l'élevage (mini laiterie, séchage de viande) ;
- l'émergence d'un nouveau type d'éleveurs mieux formés et mieux organisés avec un cheptel « productif et sécurisé » ;
- L'installation d'unité de transformation d'aliments bétail ;

4.2. Agriculture :

Cette activité est aujourd'hui pratiquée de manière timide dans la commune.

4.3. Environnement

La végétation est en perpétuelle dégradation à cause des sécheresses cycliques. Les arbustes épineux importants sont : Acacia, Radiana, Balanites aegyptiaca. Les espèces fauniques existantes sont : les chacals, les fennecs, les hyènes, les outardes et les gazelles.

4.4. Artisanat-Culture

La fabrication des objets utilitaires par les forgerons et les femmes constitue l'essentiel de la production artisanale. Ces sous-secteurs souffrent du manque d'organisation des acteurs et le manque de débouchés.

La culture est dominée par les pratiques ancestrales traditionnelles.

Les potentiels de ces sous-secteurs sont nombreux avec un savoir-faire des artisans.

Comme contraintes, il y a :

- L'insuffisance de renforcement des capacités des artisans ;
- Le non aménagement des espaces pour la promotion de l'artisanat et de la culture.

Les perspectives pour ces sous-secteurs pourront être :

- Le renforcement des capacités des artisans;

- L'aménagement des espaces culturels ;
- La valorisation du potentiel de l'artisanat et la culture par l'organisation des producteurs et le financement des AGR.

4.5. Commerce :

Pratiqué de manière informelle, le commerce repose sur les échanges entre les éleveurs de la commune et les commerçants de Kidal, Ménaka et l'Algérie.

4.4. Services sociaux :

➤ Education :

Trois (3) écoles existent dans la commune (Achibogho, Imbalaghane et Iboulale). Elles sont fermées depuis 2012.

Tableau 3 : Liste des écoles

Nom de l'école	Type d'établissement	Statut	Année de création ou d'ouverture	Existence de CGS	
				oui	non
Achibogho	F1	Publique			
Imboulal	F1	Publique			

Source : AE –kidal, 2016

Les contraintes qui peuvent être signalées pour ce sous-secteur sont :

- L'analphabétisme des populations ;
- La réticence des éleveurs nomades à la scolarisation de leurs enfants ;
- L'inadaptation du mode de vie des populations nomades aux exigences de l'école. Les éleveurs sont mobiles et l'école a besoin d'une certaine stabilité;
- Le fonctionnement des cantines n'est pas l'idéal (vivres toujours insuffisants et souvent inadaptés aux habitudes alimentaires des pensionnaires) ;
- Les acteurs responsables de l'éducation ne s'impliquent pas assez dans la scolarisation ;
- L'insécurité autour des écoles ;

Pour relever le défi de la scolarisation, il est nécessaire de créer des nouvelles écoles avec des cantines scolaires et surtout organiser de vastes campagnes de sensibilisation des populations pour le recrutement annuel des enfants, la création de passerelles et de centres d'apprentissage pour les déscolarisés.

➤ Santé :

La couverture sanitaire est très faible dans la commune qui ne dispose que d'un CSCOM non-fonctionnel.

4.5. Infrastructures – Transport – Communication – Hydraulique – Energie- Mines-Industrie

4.5.1 Transport

La commune n'est accessible que par une route régionale et des pistes rurales communales en mauvais état.

Tableau 4 : Situation des routes de la commune

Catégorie	Liaison	Distances en Km	Praticabilité
Route régionale	► Achibogho-Kidal	200 km	► oui
Route communale	► Achibogho-Inbalaghane	45 Km	► oui
Route communale	► Achibogho- Taghorasse	30 Km	► Oui
Route communale	► Achibogho- Ifalfalane	60 Km	► Oui
Route communale	► Achibogho -Abiyoun	80 Km	► Oui

Source : Mairie

4.5.2. Communication

Le réseau de communication (tv, téléphone) est aujourd'hui inexistant.

4.5.3. Hydraulique-Énergie-Mines-Industrie

► Hydraulique :

Dans la commune on dénombre, pour la satisfaction des besoins en eau potable 18 puits a grands diamètre, 4 puits modernes et 14 forages équipés de pompe à motricité humaine et solaire (fonctionnels).

Malgré les infrastructures hydrauliques réalisées, les besoins en eau potable restent encore énormes.

Tableau 5 : Liste des forages équipés de PMH

VILLA GES/SIT ES	Coordonnées		PROF (m)	N S (m)	Débit (m3/h)	Types de pompes	Nbre de PMH	Année d'installat.	Projet
	Long.	Lat.							
Aïgaydb andalan	3°57'5 2''E	17°42'35''N	133	41,43	4,5	Hydro India	1	2009	PAEPA
Intafouk	2°51'4 0''E	17°29'53''N	116	51,93	18	Hydro India	1	2010	PAEPA
Tagorast	2°37'2 9''E	17°56'13''N	88	78,61	1,7	Hydro India	1	2010	PAEPA
Tidjazalt 1	2°37'4 5''E	17°32'37''N	96	47,2	15	India Mali	1	2002	PSARK
Tidjazalt 2	2°35'5 7''E	17°34'32''N	83	48,1	3	Hydro India	1	2010	PAEPA

Source : DRH

Tableau 6 : Liste des Puits Modernes

LOCALI TE	Type Ouvrage	Long	Altitude	date réalisation	Projet	Prof_tot	niv_stat	pérennité
Achibor o	PM1	2,586944	17,63389	01-janv-01	DDRK	58	53,2	12
In Tadjedit	PC1	2,900556	17,73167	01-janv-03	DDRK	12		12
Inabegu e	PM1	4,029444	17,85917	01-janv-66	MATC L	6,54	6,5	4
Inboulal	PM1	3,654167	17,97111	01-janv-97	HCR	8,6	7,8	6
Inboulal	PM2	3,654167	17,97111	01-janv-02	PSARK	19,8	8,1	12
Inboulal	PM3	3,655278	17,96917	01-janv-97	ACOR D	8,6	7,4	12
Tedjazal	PM1	2,629167	17,54361	01-janv-02	DDRK	36		12

Source : DRH

Tableau 7 : Listes des SHPA

VILLAGES/SITES	Type ouvrages	Source d'Energie
Intadjedite	SHPA	Solaire
Taghorast	SHPA	Thermique
Taghorast	SHPA	Thermique

Source : DRH

Tableau 8 : Listes des Centres AES/AEP

VILLAGES/S ITES	Type d'ouvrages	Source d'Energie
Achibogo	AES	Thermique

Source : DRH

Tableau 9 : PEM

COMMUNE	TYPE PEM				
	PMH	PM	SHPA	AES	AEP
INTADJEDITE	5	7	3	1	0

Source : DRHE 2016.

Les principales difficultés pour l'exploitation des eaux souterraines importantes dans la commune sont le coût élevé des infrastructures à cause de la profondeur de la nappe. La mise en valeur des eaux souterraines nécessite des études hydrogéologiques approfondies. L'entretien des pompes existantes est une autre difficulté.

Les contraintes pour ce sous-secteur sont entre autres :

- L'insuffisance de points d'eau potable ;
- La profondeur de la nappe ;
- Le nombre important d'animaux (camelins) par rapport aux points d'eau existants ;
- L'insuffisance d'encadrement des comités villageois de gestion d'eau ;
- Le manque de données hydrogéologiques.

En perspectives, on peut envisager :

- La multiplication des points d'eau potables ;
- La formation des comités de gestion d'eau en gestion administrative, financière et assainissement ;
- La réalisation d'infrastructures telles les barrages, les impluviums, de mares, les forages pour les éleveurs et leur cheptel.

➤ **Mines-Industrie**

Le sous-sol de la commune est présumé riche en hydrocarbures.

V. VISION ET ORIENTATIONS DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE 2017-2021

Tableau 10 : Formulation des orientations de développement de la commune

Sous-secteurs	Problèmes /Priorités	Liens avec les politiques nationales, régionales	Orientations
Maraichage	-insuffisance des équipements et intrants agricoles ; -Insuffisance de formation des maraichers;	LOA (Loi d’Orientation Agricole)	Développer la production maraichère sur la base des pratiques agro écologiques pour améliorer les revenus et l’alimentation des ménages.
Elevage	-Insuffisance d’eau ; -Maladies animales ; -Absence d’auxiliaires vétérinaires ; - Dégradation des pâturages ; - Insuffisance de la protection des ressources naturelles ; -Résistance des éleveurs à la vaccination et au traitement du bétail ; -Difficultés d’alimentation du bétail ; - Insuffisance d’infrastructures vétérinaire	LOA ; Charte pastorale ; Loi sur les infrastructures sanitaires	Promouvoir le développement de l’élevage
Environnement	Dégradation/ravinement/ensablement des oueds ; - Disparition de certaines espèces végétales et animales ; - Déforestation	PNAE	Protéger et restaurer l’environnement
Artisanat/ culture	-Insuffisance d’organisation des acteurs des sous-secteurs ; -Manque de débouchés pour les produits artisanaux ; - Manque de maison pour les artisans ;	Politiques nationales Artisanat et culture	Valoriser les sous-secteurs
Education	-Réticence des parents éleveurs nomades à la scolarisation des enfants ; -faible taux de scolarisation ;	Programme Décennal de Développement de l’Education	Amener le taux de scolarisation à 60%

	-déperdition scolaire élevée ; -Insécurité autour des écoles ; - Mauvais état des salles de classe ; -Insuffisance du personnel enseignant ; -insuffisance de matériels et fournitures scolaires -Insuffisance de l'approvisionnement en vivres pour les cantines scolaires ;		
Santé	-Faible couverture sanitaire ; -Insuffisance des agents de sante qualifiés ; -Fréquence de maladies infantiles ; -Insuffisance de l'approvisionnement en médicaments dans le CSCOM ;	PRODESS	Favoriser les soins de santé primaire
communication	- Manque de réseau téléphonique, de radio rurale, de Tv	Accès à l'information et à la communication pour tous	Améliorer la communication dans la commune
Commerce /transport	-Economie informelle ; -Insécurité sur les axes routiers ; -mauvais état des pistes; -Faibles revenus des groupements associatifs de jeunes et de femmes ; -Faible taux de financement des AGR	Politique nationale sur le commerce et le transport	Favoriser le désenclavement de la commune et assurer le financement des AGR
Hydraulique	-Insuffisance de points d'eau équipés en moyens d'exhaure; -Insuffisance d'encadrement des comités de gestion des points d'eau.	Un point d'eau pour chaque Village	Réalisation de points d'eau
Energie	-Manque de réseau électrique	Cadre de Reference pour le Développement des Energies Rurales	Fournir de l'énergie aux populations de la commune
Mines/ industries	-Potentialités encore inexploitées ;	Politique nationale du commerce, des ressources	Mise en valeur des potentialités minières et industrielles

	-Insuffisance dans la recherche.	minières et de l'industrie	présupposées
Sécurité /paix	-Conflits intercommunautaires récurrents ; -Radicalisation des jeunes ; -insécurité.	Dialogue et concertation informations des autorités (à tous les niveaux)	Renforcer la paix et la sécurité dans la commune
Administration	-dégradation des locaux de la mairie ; -Manque d'équipements informatiques et mobiliers pour la mairie ;	Renforcement des conditions de travail des services de l'état et des collectivités	Renforcer les infrastructures et équipements de base
Genre et développement	-Méconnaissance des droits des femmes et des enfants par la société	Loi pour la Promotion du Genre	Promouvoir les droits des femmes et des enfants

Tableau 11: Axes stratégiques et formulation des objectifs

Secteurs (axes stratégiques)	Problèmes /Priorités	Objectifs	Objectifs spécifiques
Maraichage	-insuffisance des équipements et intrants agricoles ; -Insuffisance de formation des maraichers;	LOA (Loi d'Orientation Agricole)	Développer la production maraichère sur la base des pratiques agro écologiques pour améliorer les revenus et l'alimentation des ménages.
Elevage	-Insuffisance d'eau ; -Maladies animales ; -absence d'auxiliaires vétérinaires ; - Dégradation des pâturages ; - Insuffisance de la protection des ressources naturelles ; -Résistance des éleveurs à la vaccination et au traitement du bétail -difficultés d'alimentation du bétail - Insuffisance d'infrastructures vétérinaire	Promouvoir le développement de l'élevage	- Faciliter l'accès à l'eau aux éleveurs et au cheptel; - Améliorer l'état sanitaire du cheptel ; - Renforcer les capacités des organisations des éleveurs ; - Assurer la protection des pâturages
Environnement	Dégradation/ravinement/ensablement des oueds ; - Disparition de certaines espèces	Restaurer et protéger l'écosystème	- Assurer la régénération de la faune et de la flore ; - Assurer la protection de

	végétales et animales ; -Dégradation des pâturages ; - Déforestation		l'environnement
Artisanat/ culture	-Insuffisance d'organisation des acteurs des sous-secteurs ; -Manque de débouchés pour les produits artisanaux ; - Manque de maison pour les artisans -Insuffisance d'équipements culturels	Développer les secteurs de l'artisanat et la culture	- Organiser et renforcer les capacités des artisans ; - Doter la commune d'équipements/infrastructures artistiques et culturels
Education	-Réticence des parents éleveurs nomades à la scolarisation des enfants ; -faible taux de scolarisation ; -déperdition scolaire élevée -Insécurité autour des écoles ; - Mauvais état des salles de classes ; -Insuffisance du personnel enseignant ; -insuffisance de matériels et fournitures scolaires ; -Manque de clôtures pour les écoles ; -Insuffisance de l'approvisionnement en vivres des cantines scolaires ;	Améliorer le taux de scolarisation et de fréquentation	- Augmenter le taux de scolarisation ; - Réduire le taux de déperdition scolaire ; - Equiper l'école en matériels et outils scolaires ; - Améliorer les conditions de travail des enseignants ; - Améliorer les conditions d'accueil des élèves ; -Sécuriser l'école; -Renforcer les capacités des organes de gestion scolaire
Santé	-Faible couverture sanitaire ; -Insuffisance des agents de sante qualifiés ; -Fréquence de maladies infantiles ; -Insuffisance de l'approvisionnement en médicaments dans le CSCOM ;	Améliorer la couverture sanitaire	- Renforcer les capacités du personnel socio sanitaire ; - Assurer la disponibilité en produits pharmaceutiques ; - Réduire le taux de morbidité infantile
Communications	- Manque de réseau téléphonique, de radio rurale, de TV.	Améliorer l'information et la communication dans la commune	Améliorer la couverture des réseaux de téléphonie, de télévision et de radio

Commerce /Transport	-Economie informelle ; -Insécurité sur les axes routiers ; -mauvais état des pistes ; -Faibles revenus des groupements féminins ; -Faible taux de financement des AGR	Assurer le désenclavement de la commune et promouvoir l'économie locale	-Assurer l'accessibilité du village et des secteurs producteurs en toutes saisons ; -Financer les AGR des OCB/OSP
Hydraulique	-Insuffisance de points d'eau pour les populations et le cheptel ; - Le nombre important d'animaux (camelins) par rapport aux points d'eau existants ; -Insuffisance d'encadrement des comités de gestion des points d'eau.	Améliorer l'accès à l'eau pour les populations et le cheptel	- Multiplier les points d'eau équipés dans la commune ; -Renforcer les capacités des comités de gestion des points d'eau
Energie	-Manque de réseau électrique dans la commune ;	Faciliter l'accès à l'énergie aux populations	- Doter le chef-lieu de la commune d'un groupe électrogène
Mines et industries	-Insuffisance dans la recherche ; -non exploitation des ressources minières existantes	Mettre en valeur les potentialités minières	-Réaliser des études de recherches.
Sécurité /paix	-Conflits intercommunautaires ; -Radicalisation des jeunes ; -insécurité.	Renforcer la paix et la sécurité dans la commune	-Prévenir les conflits intercommunautaires ; -Lutter contre la radicalisation par la sensibilisation ;
Administration	-dégradation des locaux de la mairie ; -Manque d'équipements informatiques et mobiliers pour la mairie ;	Améliorer les conditions de travail des élus, du personnel communal et des services techniques	-Réhabiliter et équiper les locaux de la mairie ; -Renforcer les capacités des élus et des agents communaux
Genre et développement	-méconnaissance des droits des femmes et des enfants par la société	Assurer la promotion des droits des femmes et des enfants	-Sensibiliser la population sur les droits des femmes et enfants -Favoriser les conditions de participation des femmes, des jeunes aux activités politiques et économiques

5.1. Définition de la Vision stratégique de la commune :

A l'horizon 2021, la commune doit parvenir à travers son PDESC à améliorer les conditions de vie de ses populations.

5.2. Identification des grandes Orientations

- Développement de la production maraîchère sur la base des pratiques agro écologiques pour améliorer les revenus et l'alimentation des ménages ;
- Promotion du développement de l'élevage ;
- Restauration et protection de l'environnement ;
- Développement et valorisation des sous-secteurs de l'artisanat et de la culture ;
- Amélioration du taux de scolarisation et de fréquentation ;
- Amélioration de la couverture sanitaire ;
- Amélioration de l'information et la communication dans la commune ;
- Assurer le désenclavement de la commune et promouvoir l'économie locale ;
- Amélioration de l'accès des populations à l'eau potable ;
- Valorisation des potentialités minières de la commune ;
- Renforcement de la Paix et la sécurité dans la commune ;
- Renforcement des équipements /infrastructures de base ;
- Promotion des droits des femmes et des enfants

Les orientations stratégiques de développement et la Vision de la commune se réfèrent à la dynamique du bilan diagnostique dans les différents villages et fractions lors de l'atelier de planification. Ce qui a permis à la commune de déterminer sa Vision Stratégique, les axes et priorités d'intervention et le plan pour les cinq (05) prochaines années avec la participation des acteurs clés de la commune.

La Vision et les orientations politiques du Conseil Communal s'inscrivent dans l'ensemble des orientations et stratégies Nationales et Régionales du Mali en matière de Développement Local et Régional. Elles se veulent comme stratégie d'opérationnalisation des grandes orientations contenues dans les références comme le CSCR, la DCPND/ PNACT, les politiques sectorielles en santé, éducation, hydraulique et environnement/ assainissement, les SRAT et PSDR de la région de Kidal.

Conçues comme outil pratique de valorisation des opportunités et des potentialités de développement économique, la vision et orientations constituent une des réponses aux nombreuses préoccupations identifiées à travers l'approche participative au niveau de la commune.

Ainsi, pour le Conseil Communal, la période 2017- 2021 doit permettre à la Collectivité de "Contribuer à la croissance économique de la région par une stratégie de création des richesses et emplois, à travers la valorisation des potentialités économiques de la commune".

VI. PLAN QUINQUENNAL ET PROGRAMME DE LA COMMUNE

6.1. Présentation/analyse

Au cours de l'élaboration de son Programme de développement économique, social et culturel qui s'est déroulé de manière participative sous la conduite du conseil communal et du comité communautaire, la commune rurale d'Intadjedite a retenu 176 actions dont le coût estimatif s'élève à **3 021 366 000** de francs CFA pour répondre essentiellement aux besoins en eau qui constitue une problématique majeure dans la commune (le sous –secteur de l'hydraulique représente à lui seul 32, 63 % du coût total des investissements programmés). Les autres défis à relever sont l'éducation, la santé, la résilience contre les crises économiques, climatiques et sociales. La réponse à tous ces défis permettra à la commune de restaurer et de renforcer son économie locale. Le tableau ci-dessous présente par secteur les détails.

Tableau 10 : Répartition des coûts par secteur

Secteurs	Montant	%
Secteur Economie rurale	991 766 000	32, 82
Secteur secondaire	1 269 000 000	42
Secteur Infrastructures/Equipements	272 000 000	9
Secteur Ressources humaines	488 600 000	16,18
Total	3 021 366 000	100

Les priorités et les orientations dégagées par les populations au cours de l'élaboration du PDESC sont bien visibles si l'on regarde le coût moyen annuel des investissements qui est de l'ordre de 604 273 200 Franc CFA. Sur le tableau ci-dessus, le secteur secondaire représente plus de la moitié des investissements.

Le secteur des ressources humaines occupe également une grande place dans les préoccupations des communautés à cause de la crise sécuritaire qui a affecté les sous-secteurs de l'éducation et de la santé.

Pour relever l'économie locale qui a souffert aussi de la crise, des microprojets portés par des OCB / OSP ont été recensés pour bénéficier de financements afin de prendre en compte leurs attentes.

Egalement, des rencontres intercommunautaires et des campagnes de sensibilisation ont été retenues en vue de faciliter le rétablissement de la paix et la sécurité dans la commune.

Du point de vue de l'équité territoriale, toutes les communautés dans leur différent secteur de développement sont prises en compte par rapport à l'accès aux services de base et leur système de production.

Le PDESC élaboré concentre l'essentiel des investissements sur les trois (3) premières années à cause de l'urgence à reconstruire/ réhabiliter l'économie locale dégradée par plusieurs années d'insécurité ; une insécurité qui n'a pas permis la réalisation des actions planifiées dans le précédent PDESC 2010-2014. Certaines de ces actions ont été reconduites au moment de la priorisation des actions du nouveau plan.

6.2. Plan Quinquennal 2017-2021 et programme 2017

Secteurs/sous secteurs	Objectifs	Résultats attendus	Activités	Nombre d'action	Partenaires	Localisation	Coût par période (FCFA)	2017	2018	2019	2020	2021
I. Secteur Economie Rurale												
Maraichage	Améliorer l'alimentation des ménages	Les producteurs maraichers ont accès au intrants et équipements agricoles et leurs capacités techniques sont renforcées	Achat d'équipement,/ matériels agricoles	1	PRRE,MINUSMA	Tagorass et Inbalahane	20 000 000	10 000 000	10 000 000			
			Construction de 1.000 mètres de rigoles (aqueducs)	1	PRRE, PAPAM,DDR K,MINUSMA	Tagorass et Inbalahane	5 000 000		3 000 000	2 000 000		
			Sécurisation de 10 ha en grillage	1	DDRK,MINUSMA, PRRE	Tagorass	15 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000		
			Organisation de 2 visites d'échanges avec les maraichers de la région	2	DDRK, PRRE	Tagorass et Inbalahane	12 000 000		4 000 000	4 000 000	4 000 000	
			Organisation de 5 sessions de formation en techniques de production	5	MINUSMA, DDRK, PRRE	Tagorass et Inbalahane	10 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
Sous total sous-secteur maraichage				10			62 000 000	17 000 000	24 000 000	13 000 000	6 000 000	2 000 000
Elevage	Promouvoir le développement de l'élevage	Des familles diminuées sont dotées de noyaux d'élevage	Reconstitution du cheptel pour 30 familles	1	MINUSMA	Achibogho, Tagorasse, Ifalfalane, Ibalaghane et Imboulale	20 000 000	20 000 000				
		Des postes de vétérinaires sont construits	Construction de 4 postes vétérinaires	4	CICR, PRRE	Imboulale, Infalfalane, Tagorasse et Imbalaghane	17 000 000			17 000 000		
		Des marchés à bétail sont construits	Construction de 4 marchés à bétail	4	PRRE	Infalfalane, Achibogho, Tagorasse et Imboulale	15 000 000		15 000 000			

		Des aires d'abattage sont construites	Construction de 2 aires d'abattage	2	DDRK, MUNISMA	Achibogho, Imboulale	12 000 000		-	12 000 000		
		Des axillaires vétérinaires sont formés	Organisation de deux (2) renforcements des capacités des auxiliaires vétérinaires	2	DDRK	Achibogho	9 000 000	4 500 000	4 500 000			
		Des laiteries sont financées	Financement de 2 laiteries	2	PRRE	Achibogho	18 180 000	18 180 000				
		Des ateliers d'embouches sont soutenus	Appui à 2 embouches	2	PRRE	Achibogho	25 586 000	25 586 000				
		Des magasins d'approvisionnement sont construits	Construction et approvisionnement de 3 magasins en aliments de bétail	3	MINUSMA	Achibogho, Imboulale, Ibalaghane	60 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000		
Sous total sous-secteur Elevage				20			176 766 000	88 266 000	39 500 000	49 000 000	0	0
Environnement	Restaurer et protéger l'écosystème	1 campagne de sensibilisation pour la protection de l'environnement est réalisée	Organisation d'1 Campagne de sensibilisation pour la protection de l'environnement	1	DDRK	Toute la commune	5 000 000	5 000 000				
		Des arbres sont plantés pour lutter contre l'ensablement	Plantation des 800 arbres	1	CC, MINUSMA	Achibogho, Tagorasse, Infalfalane, Agherde, Imbalaghane, Imboulale, Tenekare, Intadjedite, Djoubene et Tindoudou	15 000 000		5 000 000	5 000 000	5 000 000	
		Des plaines dénudées sont réhabilitées	Ensemencement de 6 plaines dénudées	6	CC	Ifalfalane, Achibogho, Tagorasse, Intadjedite, Imbalaghane, Iboulale, Agherde	18 000 000	6 000 000	6 000 000	3 000 000	3 000 000	

		Une convention est élaborée	Elaboration d'1 convention portant gestion des ressources naturelles et fauniques	1	CC	Toute la commune	1 500 000				1 500 000	
		Des brigades sont mises en place pour protéger la faune	Mise en place de 4 équipes de surveillance de la faune	4	CC, DDRK	Imboulale, Achibogho, Tagorasse et Ifalafalane	6 000 000	3 000 000				3 000 000
		Une campagne de sensibilisation est organisée	Organisation d'une campagne de sensibilisation sur les feux de brousses, l'occupation des vallées et des Oueds	1	CC, DDRK	Toute la commune	7 500 000	-	5 000 000	2 500 000		
Sous total sous-secteur Environnement				14			53 000 000	14 000 000	16 000 000	10 500 000	9 500 000	3 000 000
Paix et sécurité	Renforcer la paix et la sécurité dans la commune	les conflits sont gérés de façon pacifique	Mise en place d'un fonds de récupération/rachat de 1000 armes de guerre	1	MINUSMA	Toute la commune	200 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000
			Organisation de 10 rencontres intercommunautaires autour de la paix	10	MINUSMA	Toute la commune	120 000 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000
		La radicalisation des jeunes est réduite	Organisation de 2 campagnes de sensibilisation sur les dangers liés à l'extrémisme violent, la prolifération des armes de guerre	2	MINUSMA	Toute la commune	40 000 000	20 000 000	20 000 000			
			Formation et équipement des 30 jeunes sur les techniques de déminage	1	UNMAS	Intedjedit	20 000 000	20 000 000				

			Financement de 25 microprojets de réinsertion et d'auto réhabilitation des jeunes (2 mécanique auto-moto, 2 soudure, 2 menuiserie, 2 boulangerie, 2 coupe-couture, 2 maçonnerie, 2 électricité(moto, froid), 2 salons de coiffure, 2 plomberie,3 tannerie, 2 teinture, 2 savonnerie)	25	MINUSMA, PRRE	Toute la commune	320 000 000	64 000 000	64 000 000	64 000 000	64 000 000	64 000 000
Sous total sous secteur Paix et Sécurité				39			700 000 000	168 000 000	148 000 000	128 000 000	128 000 000	128 000 000
Total général Secteur Economie rurale				73			991 766 000	287 266 000	227 500 000	200 500 000	143 500 000	133 000 000
II. Secteur secondaire												
		3 Eoliennes installées	Installation de 3 éoliennes	3	MINSMA, DDRK, PRRE, Sol Int	Achibogho, Agherde, Taghorast	120 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000		
		12 puits modernes sont équipés en moyens d'exhaures	Réalisation 12 puits modernes et équipement en moyens d'exhaures	12	MINSMA, DDRK, PRRE, Sol Int	Achibogho, Tagorasse, Ifalfalane, Ibalaghane, Imboulale, Hamma, Intadjedite, Abiyou, Tenekarte et Hiride	216 000 000	54 000 000	54 000 000	54 000 000		54 000 000
		2 Forages équipés	Réalisation de 2 forages équipés	2	MINSMA, DDRK, PRRE, Sol Int	Adhane et Inakarere	90 000 000	45 000 000	45 000 000			
		Des puits traditionnels sont creusés	Réhabilitation et équipement de 2 forages pour les 2 écoles	2	MINSMA, DDRK, PRRE, Sol Int	Achibogho, Imboulale	60 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000		

		Des puits traditionnels sont creusés	Creusement 15 de puits traditionnels	15	MINSMA,DD RK,PRRE, Sol Int	Tagorasse, Ifalfalane, Ibalaghane, Imboulale, Hamma, Intadjedite, Adahane, Tenekarte, Tiniyadane, Intorchawene Tindoudou Inoufassane, Intankarere, Adhanne,Afa lala	80 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	
		Des mares sont réalisées	Réalisation de 02 marres	2	MINSMA,DD RK,PRRE, Sol Int	Taghorasse, Achibogho,	18 000 000	9 000 000	9 000 000			
		Une mini adduction d'eau est installée	Installation d'une mini adduction d'eau	1	MINSMA,DD RK,PRRE, Sol Int	Achibogho	80 000 000	80 000 000				
		La commune dispose des citernes de transport d'eau	Achat de 2 citernes et fonctionnement	2	MINSMA,DD RK,PRRE, Sol Int	Toute la commune	50 000 000	25 000 000	25 000 000			
		Des impluviums sont construits	Construction de 2 impluviums	2	MINSMA,DD RK,PRRE, Sol Int	Achibogho, Taghorast	200 000 000	100 000 000	100 000 000			
		Les comités de de gestion des points d'eau sont formés	Mise en place de 12 comités de gestion d'eau	12	CC	Toute la commune	2 000 000	2 000 000				
		Des barrages sont réalisés	Construction de 2 barrages	2	MINUSMA	Tin-Iyadane et Infalfalane	70 000 000		35 000 000			35 000 000
Sous total sous-secteur Hydraulique				55			986 000 000	395 000 000	348 000 000	134 000 000	20 000 000	89 000 000
	Faciliter l'accès à l'énergie aux populations	Des familles sont dotées en kits solaires	Doter 200 familles en kits solaires	1	PRRE, MINUSMA	Toute la commune	30 000 000	30 000 000				
Energie		Le chef-lieu de la commune est doté d'un groupe électrogène	Achat d'un groupe électrogène de 100 Kwa	1	MINUSMA, DDRK	Achibogho	40 000 000		40 000 000			

Sous total sous-secteur Energie				1			40 000 000		40 000 000	-	-	-
Tourisme- Culture et artisanat	Développer les secteurs du tourisme, culture et artisanat	Un Centre d'Accueil équipé est construit	Construction et équipement d'un centre d'accueil	1	PRRE	Achibogho	70 000 000	-	-	-	70 000 000	
		Les sites touristiques sont recensés	Identification et valorisation des sites touristiques	1	MINUSMA	Toute la commune	8 000 000		2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
		Une maison des artisans est construite	Construction d'une maison des artisans	1	MINUSMA, PRRE	Achibogo	45 000 000			45 000 000		
		Les organisations d'artisans sont soutenues	Appui aux organisations d'artisans en matériels et équipements	1	MINUSMA, PRRE	Toute la commune	60 000 000	30 000 000	20 000 000	10 000 000		
		L'organisation des festivals est soutenue	Appui à l'organisation de 2 festivals	2	Ministère de la Culture	Toute la commune	60 000 000		30 000 000	30 000 000		
Sous total sous secteurs artisanat-culture				6			243 000 000	30 000 000	52 000 000	87 000 000	72 000 000	2 000 000
Total général Secteur Secondaire				62			1 269 000 000	425 000 000	440 000 000	221 000 000	92 000 000	91 000 000
III. Secteur Infrastructures/Routes/Bâtiments/Equipements												
Administration		La mairie est construite	Construction et équipement de la mairie	1	ANICT	Achibogho	50 000 000	50 000 000				
		Les élus et le personnel communal sont renforcés	Organisation de 5 sessions de renforcement des capacités des élus et personnels communaux	5	PRRE	Achibogho	20 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
		Un recensement de la population est réalisé	Organisation d'un recensement administratif et fiscal	1	CC	Toute la commune	25 000 000				25 000 000	-
Total sous-secteur Administration				7			95 000 000	54 000 000	4 000 000	4 000 000	29 000 000	4 000 000

Communication/ Transport/ Commerce	Faciliter l'accès à la commune, désenclaver la commune	Des pistes rurales sont aménagées	Aménagement et balisage de 2 pistes rurales	2	PRRE	Achibogho- Kidal, Achibogho- Frontiere Niger	22 000 000				11 000 000	11 000 000
		Une radio communautaire est implantée	Implantation d'une radio communautaire équipée	1	MINUSMA	Achibogho	50 000 000		50 000 000			
		Des microprojets sont financés	Financement de 10 microprojets (petits comme, dépôts de carburants, ventes des produits de base, boutiques , vente de condiments)	10	PRRE	Toute la commune	100 000 000	40 000 000	40 000 000	20 000 000		
		Les animateurs radios sont formés	Organisation d' 1 session de renforcement des capacités des animateurs radio	1	MINUSMA	Achibogho	5 000 000	5 000 000				
Sous total sous secteur communication/ Transport/ Commerce				14			177 000 000	45 000 000	90 000 000	20 000 000	11 000 000	11 000 000
Total secteur Infrastructures/Routes/Bâtiments/Equipements				21			272 000 000	99 000 000	94 000 000	24 000 000	40 000 000	15 000 000
IV. Secteur Ressources Humaines et Population												
Genre et Développement	Assurer la promotion des droits des femmes et des enfants	Des jeunes sont formés	Formation de 25 jeunes dans les différents métiers	1	DDRK, MUNISMA	Achibogho	10 000 000		10 000 000			
		La participation des femmes et des jeunes aux activités politiques et économiques est favorisée	Organisation d'1 session de formation en leadership/ participation aux élections pour 50 femmes et jeunes leaders	1	MINUSMA, DDRK	Achibogho	3 000 000	3 000 000				
Sous total sous-secteur Genre et Développement				2			13 000 000	3 000 000	10 000 000	-	-	-

Education	Améliorer le taux de scolarisation et de fréquentation	Une campagne de sensibilisation est organisée	Organisation d'une Campagne de sensibilisation pour la scolarisation des enfants	1	CAP, MINSUMA	Toute la commune	13 000 000	13 000 000				
		Les salles de classe sont réhabilitées	Réhabilitation de 6 salles de classes	1	MINUSMA, CAP	Taghorasse , Ifalfalane	50 000 000	35 000 000	35 000 000			
		Des salles de classes sont construites	Construction de 6 salles de classes	1	CAP, UNICEF	Achibogho, Imbalaghane, Iboulale	70 000 000	70 000 000				
		Des dortoirs sont construits	Construction de 2 dortoirs pour élèves	2	PRRE, MINUSMA	Achibogho, Inboulal	40 000 000	-	20 000 000	20 000 000	-	-
		Une medersa est construite	Construction d'une medersa	1	CAP	Achibogho	30 000 000	30 000 000				
		Des magasins et cuisines sont construits pour les cantines	Construction de 2 magasins et cuisine pour les cantines scolaires	2	CAP, PAM	Achibogho, Inboulal	40 000 000	40 000 000				
		Des écoles sont dotées en médicaments essentiels	Dotation de 2 écoles en médicaments essentiels	2	UNICEF, P.U.I, DRS	Achibogho, Inboulal	2 000 000	1 000 000	1 000 000			
		Les cantines sont approvisionnées	Approvisionnement des cantines scolaires en vivres	1	PAM	Achibogho, Iboulal	15 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
		Des espaces de loisir pour les élèves sont aménagés	Aménagement de 2 espaces de loisir pour les élèves	1	UNICEF	Achibogho, Iboulale	10 000 000	10 000 000				
		Un centre d'alphabétisation est construit	Construction et équipement d'un centre d'alphabétisation	1	CAP, UNICEF	Achibogho	13 000 000					13 000 000
		Des espaces scolaires sont reboisés	Reboisement de 2 espaces scolaire	1	CC	Achibogho, Iboulal	5 000 000		5 000 000			
Sous total sous-secteur Education				14			288 000 000	202 000 000	64 000 000	23 000 000	3 000 000	16 000 000

Santé	Améliorer la couverture sanitaire dans la commune	Des PSA sont construits	Construction de 4 postes de santé avancé (PSA)	4	DRS, PU.I	Intedjedit, Infalfal,Inbo ulal, Taghorast	48 000 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000	
		Des auxiliaires de santé sont recrutés	Recrutement de 2 auxiliaires de santé	1	CC, DDRK	Achibogho	20 000 000	10 000 000	-	5 000 000	5 000 000	
		Un Cscm est réhabilité et clôturé	Réhabilitation et clôture du cscm	1	DDRK	Achiboghou	40 000 000		40 000 000			
		Un gardien est recruté pour le CSCOM	Recrutement de 1 gardien pour le CSCOM	1	CC	Achiboghou	3 600 000	720 000	720 000	720 000	720 000	720 000
		Le Cscm est approvisionné en médicament	Dotation du Cscm en médicaments	1	DDRK	Achiboghou	2 000 000	2 000 000				
		Une campagne de sensibilisation sur la vaccination est organisée	Organisation d'1 campagne de sensibilisation sur la vaccination	1	DDRK	Toute la commune	13 000 000		13 000 000			
		Le logement des agents de santé est construit	Construction d'un logement pour agents de santé	1	DDRK	Achiboghou	30 000 000	30 000 000				
		Les agents de santé et les accoucheuses traditionnelles sont renforcés	Formation et recyclage des agents de santé et accoucheuses traditionnelles	1	DDRK	Achiboghou	5 000 000	5 000 000				
		Le Cscm est doté d'une ambulance	Achat d'une ambulance	1	DDRK	Achiboghou	26 000 000	26 000 000				
Sous total Sous-secteur Santé				4			187 600 000	85 720 000	65 720 000	17 720 000	17 720 000	720 000
Total général Secteur Ressources Humaines et Population				20			488 600 000	290 720 000	139 720 000	40 720 000	20 720 000	16 720 000
TOTAL GENERAL SECTEURS				176			3 021 366 000	1 101 986 000	901 220 000	486 220 000	296 220 000	255 720 000

6.3. Programme annuel 2017

0.5.1 Programme annuel 2017

Secteurs/sous secteurs	Objectifs	Résultats attendus	Activités	Nombre d'action	Partenaires	Localisation	Cout estimatif des actions en 2017
I. Secteur Economie Rurale							
Maraichage	Améliorer l'alimentation des ménages	Les producteurs maraichers ont accès aux intrants et équipements agricoles et leurs capacités techniques sont renforcées	Achat d'équipement,/ matériels agricoles	1	PRRE, MINUSMA	Tagorass et Inbalahane	10 000 000
			Sécurisation de 10 ha en grillage	1	DDRK, MINUSMA, PRRE	Tagorass	5 000 000
			Organisation de 2 visites d'échanges avec les maraichers de la région	2	DDRK, PRRE	Tagorass et Inbalahane	
			Organisation de 5 sessions de formation en techniques de production	5	MINUSMA, DDRK,PRRE	Tagorass et Inbalahane	2 000 000
Sous total sous-secteur maraichage				9			17 000 000
Elevage	Promouvoir le développement de l'élevage	Des familles diminuées sont dotées de noyaux d'élevage	Reconstitution du cheptel pour 30 familles	1	MINUSMA	Achibogho, Tagorasse, Ifalfalane, Ibalaghane et Imboulale	20 000 000
		Des axillaires vétérinaires sont formés	Organisation de deux (2) r sessions de renforcements des capacités des auxiliaires vétérinaires	2	DDRK	Achibogho	4 500 000
		Des laiteries sont financées	Financement de 2 laiteries	2	PRRE	Achibogho	18 180 000
		Des ateliers d'embouches sont soutenus	Appui à 2 embouches	2	PRRE	Achibogho	25 586 000

		Des magasins d'approvisionnement sont construits	Construction et approvisionnement de 3 magasins en aliments de bétail	3	MINUSMA	Achibogho, Imboulale, Ibalaghane	20 000 000
Sous total sous-secteur Elevage				10			88 266 000
Environnement	Restaurer et protéger l'écosystème	1 campagne de sensibilisation pour la protection de l'environnement est réalisée	Organisation d'1 Campagne de sensibilisation pour la protection de l'environnement	1	DDRK	Toute la commune	5 000 000
		Des plaines dénudées sont réhabilitées	Ensemencement de 6 plaines dénudées	6	CC	Ifalfalane, Achibogho, Tagorasse,Intadjedit e Imbalaghane Iboulale Agherde	6 000 000
		Des brigades sont mises en place pour protéger la faune	Mise en place de 4 équipes de surveillance de la faune	4	CC, DDRK	Imboulale, Achibogho, Tagorasse et Ifalafalane	3 000 000
Sous total sous-secteur Environnement				11			14 000 000
Paix et sécurité	Renforcer la paix et la sécurité dans la commune	les conflits sont gérés de façon pacifique	Mise en place d'un fonds de récupération/rachat de 1000 armes de guerre	1	MINUSMA	Toute la commune	40 000 000
			Organisation de 10 rencontres intercommunautaires autour de la paix	10	MINUSMA	Toute la commune	24 000 000
		La radicalisation des jeunes est réduite	Organisation de 2 campagnes de sensibilisation sur les dangers liés à l'extrémisme violent, la prolifération des armes de guerre	2	MINUSMA	Toute la commune	20 000 000

			Formation et équipement des 30 jeunes sur les techniques de déminage	1	UNMAS	Intedjedit	20 000 000
			Financement de 25 microprojets de réinsertion et d'auto réhabilitation des jeunes (2 mécanique auto-moto, 2 soudure, 2 menuiserie, 2 boulangerie, 2 coupe-couture, 2 maçonnerie, 2 électricité(moto, froid), 2 salons de coiffure, 2 plomberie,3 tannerie, 2 teinture, 2 savonnerie)	25	MINUSMA, PRRE	Toute la commune	64 000 000
Sous total sous secteur Paix et Sécurité				39			168 000 000
Total général Secteur Economie rurale				60			287 266 000
II. Secteur secondaire							
		3 Eoliennes installés	Installation de 3 éoliennes	3	MINSMA,D DRK,PRRE, Sol Int	Achibogho, Agherde, Taghorast	40 000 000
		12 puits modernes sont équipés en moyens d'exhaures	Réalisation 12 puits modernes et équipement en moyens d'exhaures	12	MINSMA,D DRK,PRRE, Sol Int	Achibogho, Tagorasse, Ifalfalane, Ibalaghane, Imboulale, Hamma, Intadjedite, Abiyoun, Tenekarte et Hiride	54 000 000
		2 Forages équipés	Réalisation de 2 forages équipés	2	MINSMA,D DRK,PRRE, Sol Int	Adhane et Inakarere	45 000 000

		Des puits traditionnels sont creusés	Réhabilitation et équipement de 2 forages pour les 2 écoles	2	MIN SMA, D DRK, PRRE, Sol Int	Achibogho, Imboulale	20 000 000
		Des puits traditionnels sont creusés	Creusement 15 de puits traditionnels	15	MIN SMA, D DRK, PRRE, Sol Int	Tagorasse, Ifalfalane, Ibalaghane, Imboulale, Hamma, Intadjedite, Adahane, Tenekarte, Tiniyadane, Intorchawene Tindoudou Inoufassane, Intankarere, Adhanne, Afalala	20 000 000
		Des mares sont réalisées	Réalisation de 02 marres	2	MIN SMA, D DRK, PRRE, Sol Int	Taghorasse, Achibogho,	9 000 000
		Une mini adduction d'eau est installée	Installation d'une mini adduction d'eau	1	MIN SMA, D DRK, PRRE, Sol Int	Achibogho	80 000 000
		La commune dispose des citernes de transport d'eau	Achat de 2 citernes et fonctionnement	2	MIN SMA, D DRK, PRRE, Sol Int	Toute la commune	25 000 000
		Des impluviums sont construits	Construction de 2 impluviums	2	MIN SMA, D DRK, PRRE, Sol Int	Achibogho, Taghorast	100 000 000
		Les comités de de gestion des points d'eau sont formés	Mise en place de 12 comités de gestion d'eau	12	CC	Toute la commune	2 000 000
		Des barrages sont réalisés	Construction de 2 barrages	2	MINUSMA	Tin-Iyadane et Infalfalane	
Sous total sous-secteur Hydraulique				55			395 000 000

	Faciliter l'accès à l'énergie aux populations	Des familles sont dotées en kits solaires	Doter 200 familles en kits solaires	1	PRRE, MINUSMA	Toute la commune	30 000 000
Sous total sous-secteur Energie				1			
		Les organisations d'artisans sont soutenues	Appui aux organisations d'artisans en matériels et équipements	1	MINUSMA, PRRE	Toute la commune	30 000 000
Sous total sous secteurs artisanat-culture				1			30 000 000
Total général Secteur Secondaire				57			425 000 000
III. Secteur Infrastructures/Routes/Bâtiments/Equipements							
Administration		La mairie est construite	Construction et équipement de la mairie	1	ANICT	Achibogho	50 000 000
		Les élus et le personnel communal sont renforcés	Organisation de 5 sessions de renforcement des capacités des élus et personnels communaux	5	PRRE	Achibogho	4 000 000
Total sous-secteur Administration				6			54 000 000
		Des microprojets sont financés	Financement de 10 microprojets (petits comme, dépôts de carburants, ventes des produits de base, boutiques, vente de condiments)	10	PRRE	Toute la commune	40 000 000
		Les animateurs radios sont formés	Organisation d' 1 session de renforcement des capacités des animateurs radio	1	MINUSMA	Achibogho	5 000 000
Sous total sous secteur communication				11			45 000 000

Total secteur Infrastructures/Routes/Bâtiments/Equipements				17			99 000 000
IV. Secteur Ressources Humaines et Population							
		La participation des femmes et des jeunes aux activités politiques et économiques est favorisée	Organisation d'1 session de formation en leadership/ participation aux élections pour 50 femmes et jeunes leaders	1	MINUSMA, DDRK	Achibogho	3 000 000
Sous total sous-secteur Genre et Développement				1			3 000 000
Education	Améliorer le taux de scolarisation et de fréquentation	Une campagne de sensibilisation est organisée	Organisation d'une Campagne de sensibilisation pour la scolarisation des enfants	1	CAP, MINSUMA	Toute la commune	13 000 000
		Les salles de classe sont réhabilitées	Réhabilitation de 6 salles de classes	1	MINUSMA, CAP	Taghorasse , Ifalfalane	35 000 000
		Des salles de classes sont construites	Construction de 6 salles de classes	1	CAP, UNICEF	Achibogho, Imbalaghane, Iboulale	70 000 000
		Une medersa est construite	Construction d'une medersa	1	CAP	Achibogho	30 000 000
		Des magasins et cuisines sont construits pour les cantines	Construction de 2 magasins et cuisine pour les cantines scolaires	2	CAP, PAM	Achibogho, Inboulal	40 000 000
		Des écoles sont dotées en médicaments essentiels	Dotation de 2 écoles en médicaments essentiels	2	UNICEF, P.U.I, DRS	Achibogho, Inboulal	1 000 000
		Les cantines sont approvisionnées	Approvisionnement des cantines scolaires en vivres	1	PAM	Achibogho, Iboulal	3 000 000
		Des espaces de loisir pour les élèves sont aménagés	Aménagement de 2 espaces de loisir pour les élèves	1	UNICEF	Achibogho, Iboulale	10 000 000

Sous total sous-secteur Education				10			202 000 000
Santé	Améliorer la couverture sanitaire dans la commune	Des PSA sont construits	Construction de 4 postes de santé avancé (PSA)	4	DRS, PU.I	Intedjedit, Infalfal,Inboulal, Taghorast	12 000 000
		Des auxiliaires de santé sont recrutés	Recrutement de 2 auxiliaires de santé	1	CC, DDRK	Achibogho	10 000 000
		Un gardien est recruté pour le CSCOM	Recrutement de 1 gardien pour le CSCOM	1	CC	Achiboghou	720 000
		Le Cscom est approvisionné en médicament	Dotation du Cscom en médicaments	1	DDRK	Achiboghou	2 000 000
		Le logement des agents de santé est construit	Construction d'un logement pour agents de santé	1	DDRK	Achiboghou	30 000 000
		Les agents de santé et les accoucheuses traditionnelles sont renforcés	Formation et recyclage des agents de santé et accoucheuses traditionnelles	1	DDRK	Achiboghou	5 000 000
		Le Cscom est doté d'une ambulance	Achat d'une ambulance	1	DDRK	Achiboghou	26 000 000
Sous total Sous-secteur Santé				3			85 720 000
Total général Secteur Ressources Humaines et Population				14			290 720 000
TOTAL GENERAL SECTEURS				148			1 101 986 000

VII. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN

7.1. Stratégie de mobilisation du financement

La mobilisation du financement sera animée par les autorités communales avec le concours des autorités villageoises de l'administration. Il s'agira par rapport aux différentes sources de financement, d'engager les démarches appropriées ou prescrites. Pour la mobilisation des ressources internes notamment les taxes et contributions villageoises la commune procédera à une sensibilisation des populations à travers une restitution du contenu du plan de développement aux populations

Elle mettra l'accent sur l'origine populaire des besoins exprimés et les liens entre la mobilisation des taxes et la réalisation des projets retenus.

Les financements des partenaires seront mobilisés suivant un processus de négociation sur la base de l'outil de négociation que représente le plan. Ce sont par exemple les ONG, les organisations multilatérales et bilatérales les projets, les dons et les legs,

En ce qui concerne les financements mis en place par l'Etat avec le concours de ses partenaires financiers tels que le FICT, PADDER, PRRE, le PIRE (programme intermédiaire pour la relance éducative), le PRODESS (programme de développement sanitaire et social) et la commune observera leurs procédures de soumission de projets pour être éligible à leur financement.

Le conseil communal veillera à la bonne gestion des fonds mobilisés par un suivi rigoureux des dépenses.

Le conseil communal s'attachera en concertation avec ses partenaires à mettre en place de nouveaux mécanismes de financement tels les participations des associations et entreprises locales, la valorisation des équipements marchands entre autres.

7.2. La mobilisation sociale

L'aspect relatif à la mobilisation sociale sera conduit en même temps que la mobilisation des ressources financières internes ; les villages et secteurs de développement seront sensibilisés pour participer et fournir la main d'œuvre sur les chantiers et apporter les matériaux disponibles dans le terroir.

La commune veillera à développer un mécanisme de restitution régulière de l'utilisation des fonds, des réalisations effectuées, et des besoins de financement.

Pour mieux encourager la participation et optimiser les ressources, elle initiera un système de concession ou de délégation de la gestion de certaines infrastructures aux groupes organisés et aptes sur la base de sélection transparente.

7.3. La composante technique

Elle se situe en amont, elle fait appel aux qualités techniques de la commune, des prestataires pour le montage des dossiers de projets.

Le montage des projets inscrit dans le Plan de Développement et le budget est un préalable du financement de certaines sources comme l'ANICT, l'ADR ; il requiert une étude de faisabilité et l'élaboration de devis et plans d'exécution du projet.

L'appui des prestataires à cet égard est de former la commune, de l'accompagner et de vérifier la conformité des dossiers aux procédures prescrites. Il en est de même des services techniques qui seront sollicités pour leur expertise spécifique sous forme de conseils, assistance, de suivi contrôle, d'évaluation.

VIII. MECANISME DE SUIVI EVALUATION

Le suivi évaluation sera assuré conformément au cadre logique du plan et du programme annuel et en fonction des indicateurs de résultats qui sont définis.

Le maire désignera par arrêté parmi les commissions de travail mise en place celle qui sera chargée du suivi de la mise en œuvre du plan. Celle-ci sera élargie à des partenaires clés de la commune selon leur choix. Elle aura pour tâches d'identifier, d'organiser et de planifier les activités de collecte de données nécessaires à l'appréciation périodique des réalisations au titre du plan. La commission fera le compte rendu de ses activités lors des sessions du conseil communal. Par conséquent un calendrier de suivi évaluation sera défini par la commission et les indicateurs préparés par rapport à chaque étape. A ces

aspects du mécanisme, la commission veillera sur l'évaluation des programmes annuels issus du PDSEC et leur budgétisation.

IX. DIFFUSION DU PDSEC

La diffusion du PDSEC permettra d'élargir la connaissance des projets de développement prioritaires de la commune à un plus grand nombre de personnes physiques et morales, d'organismes d'appui techniques et financiers.

Elle aura l'avantage d'accroître les opportunités d'intervention par l'intérêt que le plan pourrait susciter en termes de coopération décentralisée, de partenariat avec les projets et structures privées ou publiques dont les objectifs sont en harmonie avec ceux du plan.

La commune ne disposant pas des radios rurales fonctionnelles ; les assemblées d'information au niveau des secteurs de développement seront organisées pour permettre une plus grande diffusion du PDESC. Des copies du PDESC seront également distribuées aux partenaires et à l'administration.

X. CONCLUSION

Le document élaboré est un outil de référence précieux de planification des actions de développement de la commune, de mobilisation des populations, des partenaires, des ressources et de plaidoyer. Il est le résultat d'un long processus participatif.

Son élaboration a été rendue possible grâce à l'appui du Projet de Reconstruction et de Relance Économique, *UCP/SOS Sahel International au Mali/Consortium AZHAR- CERCA*, de tous les services techniques de la commune et du cercle et surtout par l'engagement du conseil communal.

La mise en œuvre correcte du présent programme de développement économique social et culturel permettra de booster le développement dans la commune et contribuer à l'atteinte des objectifs répondant aux aspirations de la population de la commune en matière de développement et de bien-être. C'est pourquoi le présent plan quinquennal est ambitieux, c'est qui est en fait normal si l'on tient compte de la précarité qui prévaut dans la commune et les nombreuses demandes des populations.

Les populations de la commune estiment que la clé du développement futur réside dans l'amélioration des ressources humaines par l'éducation, la formation des jeunes et des femmes notamment et de la réalisation des infrastructures de base (eau, électricité, équipements).

Le conseil communal (maitre d'ouvrage) aura un rôle prépondérant dans la réalisation des actions du présent PDESC à travers le plaidoyer et la recherche des partenaires financiers. Il mettra également en place une organisation et une stratégie fortes axées sur l'information/sensibilisation des populations, la maîtrise des responsabilités des acteurs, la transparence dans la gestion des affaires publiques.

ANNEXE I : Délibération d'élaboration du PDESC

REGION DE KIDAL
CERCLE DE TIN-ESSAKO

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

COMMUNE RURALE D'INTEDJEDITE
DELIBERATION N° .002. 2016/01/CRI

**PORTANT L'ELABORATION DU PLAN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE,
SOCIAL ET CULTUREL DE LA COMMUNE RURALE D'INTADJEDITE POUR LA
PERIODE DE 2016/2021.**

Le conseil communal d'Intadjedite réuni en session ordinaire le 6. Juin 2016 après avoir délibéré a décidé de l'élaboration d'un plan de développement économique, social et culturel de la commune rurale d'Intadjedite pour la période 2017-2021.

Conseillers en exercice11

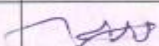
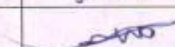
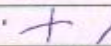
Conseillers présents09

Ont voté pour09

Contre.....00

Abstention.....00

Conseillers présents

N	Prénoms et Noms	Fonctions	signatures
01	Bilal Ag Ibrahim	Maire	
02	Mossa Ag Doudou	1 ^{er} Adjoint	
03	Illiasse Ag Houmayatta	2 ^e Adjoint	
04	Hamzata Ag Temamaste	3 ^e Adjoint	
05	Intilla Ag Bousseyna	Conseiller	
06	Mohamad Ag Daoude	Conseiller	
07	Ghilli Ag Hado	Conseiller	
08	Baye Ag Mohamad	Conseiller	
09	Azba Ag Fagaga	Conseiller	

Achibogho, le 06/06 / 2016

Le Maire


Bilal Ag Ibrahim

ANNEXE II : Décision de mise en place du comité communautaire

REGION DE KIDAL
CERCLE DE Tin-Essako

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

COMMUNE RURALE D'INTEDJEDITE

DECISION N° 002/2016/CRI

PORTANT CREATION DU COMITE COMMUNAUTAIRE DE SUIVI ET SURVEILLANCE DE PLANIFICATION, D'ENREGISTREMENT DE GRIEFS, DE GESTION DE PLAINTES ET DE RESOLUTION DES CONFLITS.

LE MAIRE DE LA COMMUNE RURALE D'INTEDJEDITE

Vu la constitution;

Vu la loi n°93-008 du 11 février 1993, modifiée, déterminant les conditions de la libre administration des Collectivités Territoriales ;

Vu, la Loi N° 99-035 du 10 août 1999 portant création des collectivités territoriales de Cercles et de Régions ;

Vu, la Loi N° 2012-007 du 07 février 2012 portant Code des Collectivités Territoriales ;

DECIDE

ARTICLE 1er : Il est créé un comité communautaire de suivi et surveillance de planification, d'enregistrement de griefs, de gestion de plaintes et de résolution des conflits de la commune rurale d'Intadjedite dans le cadre de l'élaboration du Plan de Développement Economique Social et Culturel (PDESC) 2017-2021

ARTICLE 2 : Le comité est composé de huit membres dont les noms suivants :

Hassane AG FAGAGA
Ahmed Ag Mohamed
Doufa AG AHARIB
Awinawane AG ACKLI
Aria AG BARBARE
Alousseini AG Ahmadou
Bilal Ag Ibrahim
Bissadi Ag Hehya

ARTICLE 3 : La présente décision qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Achibogho, le 05/06/2016

Ampliations :

Préfet..... 1/Info

Archive/Chrono 1/2

LE MAIRE

Bilal Ag Ibrahim

ANNEXE III : Délibération d'adoption de l'élaboration des PDESC

REGION DE KIDAL

REPUBLIQUE DU MALI

CERCLE DE TIN-ESSAKOU Un peuple- Un but- Une foi

COMMUNE RURALE D'Intadjedite

DELIBERATION N°..02../2016 / CRI

Le conseil communal réuni en session ordinaire à la mairie d'Achibogho, au cours de sa séance du 19./11./2016, après avoir délibéré a décidé à l'unanimité des conseillers présents de l'adoption de son Plan de Développement Economique Social et Culturel (PDESC) pour la période 2017-2021.

Conseillers en exercice 11

Conseillers présents : 09

Conseillers absents : 02

- ont voté pour : 09
- contre : 00
- Abstention : 00

Conseillers présents :

N	Prénoms et Noms	poste	signatures
01	Bilal Ag Ibrahim	Maire	
02	Mossa Ag Doudou	1 ^{er} Adjoint	
03	Illiasse Ag Houmayatta	2 ^e Adjoint	
04	Hamzata Ag Temamaste	3 ^e Adjoint	
05	Intilla Ag Bousseyna	Conseiller	
06	Mohamad Ag Daoude	Conseiller	
07	Ghilli Ag Hado	Conseiller	
08	Baye Ag Mohamad	Conseiller	
09	Azba Ag Fagaga	Conseiller	

Conseillers absents :

1. Ahmed Ag Akly
2. Iljimit Ag Warzagani

Fait et délibéré à Achibogho le 19./11./2016

Le Maire



Bilal Ag Ibrahim

Annexe IV: Diagnostic de la commune

Domaine	Potentialités	Contraintes	Solutions	Forces	Faiblesses
Élevage	-Nombre important du cheptel de qualité (camelins) -Pâturages riches pendant l'hivernage ; -Terres salées ;	-Insuffisance d'eau ; -Maladies animales ; -absence d'auxiliaires vétérinaires ;	-Creusement des puits à grand diamètre, forages, mares, un impluvium ; -Campagnes de vaccinations et déparasitage ; -Recrutement et formation des agents vétérinaires locaux	-Important savoir-faire empirique des éleveurs;	-Manque d'innovation dans le sous-secteur ; -Insuffisance dans l'organisation des éleveurs
Artisanat	-Existence de la matière première tirée de l'élevage (cuir, peau) ; -Existence d'associations féminines ;	- Manque de débouchés	-Valoriser les produits de l'artisanat local ;	-Savoir-faire traditionnel des artisans	- Insuffisance dans l'organisation des artisans
Commerce	Existence de marché	-Activité économique informelle ; -Insécurité sur les axes ;	-Formaliser les échanges commerciaux avec l'Algérie (régions du sud) ;	-Maîtrise des circuits d'approvisionnement	-Activité largement dominée par la contrebande ; -Manque d'organisation des opérateurs économiques
Santé	-Existence d'une ASACO d'un Cscm ;	-Insuffisance des agents de sante qualifiés au niveau local ; -Insuffisance de médicaments ; -Faible couverture sanitaire.	-Renforcement des capacités du personnel de santé local ; -Approvisionner les Centres de de santé en kits sanitaires suffisants ; -Multiplier les interventions des équipes mobiles de santé ;	-Existence d'un système de santé traditionnel (radiothérapeutes)	-Réticente des communautés à la vaccination et aux soins
Education	-Nombre important d'enfants scolarisables ; -Existence d'une école	-Réticence des parents (éleveurs nomades) à scolariser leurs enfants ; -Insécurité autour des écoles ; -Salles de classes en mauvais état -Insuffisance du personnel enseignant	-Sensibilisation des parents ; - Approvisionnement des cantines -Réhabilitation des salles de classes ; -Dotation des écoles en kits scolaires ; -Recrutement de personnel enseignant	-Existence des APE, AME et CGS	-Faible intérêt des communautés à l'éducation

ANNEXE V : Liste des participants aux journées intercommunautaire de consultation et de concertation

N°	Nom		FONCTION
1	Hassane AG	FAGAGA	Chef secteur
2	Ahmed Ag	Mohamed	Chef de fraction
3	Bilal Ag	Ibrahim	Maire
4	Mossa	Ag Douou	1 ^{er} Adjoint
5	Doufa AG	AHARIB	Chef de fraction
6	Awinawane AG	ACKLI	ONG AFFORD
7	Aria AG	Ahmadou	ONG CAMR
8	Alousseini AG	AHYAR	ONG ASAPS
9	Ousmane	Ag Ekawel	IRC
10	Bissadi Ag	Hehya	AGENT de CSCOM
11	Fadi Walet	Elmehedi	Service Veterinaire
12	Fadimata	Wt Aguisa	Association des Femmes
13	Fadimata	Wt Allassane	Association des Femmes
14	Fadimata wt	Cheinoune	Association des Femmes
15	Fadimoutou Wt	Alhousseïni	Association des Femmes
16	Bilal Ag	Cisse	Eleveur

17	Mossa Ag Doudou	Ibrahim	2eme Adjoint du maire
18	Illiasse Ag	Houmayatta	3eme Adjoint
19	Hamzata Ag	Temamaste	Eleveur
20	Intilla Ag	Daoude	Commercant
21	Mohamad Ag	IBRAHIM	Boucher
22	Ghilli Ag	Hado	Conseiller du village
23	Baye Ag	Mohamad	Conseiller
24	Azba Ag	Fagaga	Conseiller
25	Intalla AG	Bousseyna	Conseiller

ANNEXE VI : Liste des participants à l'Atelier de planification

N°	NOM ET PRENOM	FONCTION
1	Bilal AG Ibrahim	Maire de la commune
2	Mossa Ag DOUDOU	1 ^{er} Adjoint au Maire
3	Illiasse Ag Houmayata	2 ^{ième} Adjoint au Maire
4	Hamzata AG Temamaste	3 ^{ième} Adjoint au Maire
5	Intallah AG Bousseyna	CAP Kidal
6	Mohamed AG Daoude	Conseiller

7	Ghilli Ag Hado	Conseiller
8	Baye Ag mohamed	Conseiller
9	Azba AG Fagaga	Conseiller
10	Hassane Ag Fagaga	Conseiller
11	Ahmed AG Mohamed	Secrétaire Général
12	Doufa AG AHARIB	Régisseur des recettes
13	Awinawane AG AKLI	Agent communal
14	Alhousseyni Ag Ahmadou	Secteur Essouk
15	Bilal Ag Ibrahim	Secteur Diarhi
16	Bissadi Ag Hehya	Chef de village Essouk
17	Moutala Ag Baha	Chef secteur
18	Boussata Ag Matalmane	Personnes réssource
19	Barahim Ag Mahim	Jeunesse
20	Fatma wlt Ilachi	Femmes
21	Kanay Ag Oumar	Artisans
22	Oukanak AG SAHFI	Chef secteur

ANNEXE VII : Liste des participants à l'Atelier de validation

N	Prénoms et Noms	Fonctions
1	Bilal Ag Ibrahim	Maire
2	Mossa Ag Doudou	1 ^{er} Adjoint
3	Illiasse Ag Houmayatta	2 ^e Adjoint
4	Hamzata Ag Temamaste	3 ^e Adjoint
5	Intilla Ag Bousseyna	Conseiller
6	Mohamad Ag Daoude	Conseiller
7	Ghilli Ag Hado	Conseiller
8	Baye Ag Mohamad	Conseiller
9	Azba Ag Fagaga	Conseiller
10	Hassane AG FAGAGA	Chef Fraction
11	Ahmed Ag Mohamed	Chef secteur
12	Doufa AG AHARIB	Chef secteur
13	Awinawane AG ACKLI	Chef secteur
14	Aria AG BARBARE	Chef secteur
15	Alousseini AG Ahmadou	Personne ressource
16	Bilal Ag Ibrahim	Personne ressource
17	Bissadi Ag Hehya	Personne ressource

ANNEXE VIII : Répertoire Complet des Associations

Villages	Nom de l'OCB/OSP	Nature de l'OCB/OSP	N° de Récépissé	Responsable (Nom et Prénom + Contact)	Nombre de membres			Domaines d'activité	Type d'investissements	Nombre bénéf.			Partenaires
					Hom	Fem	Total			Hom	Fem	Total	
Tagorasse	Tassamakate	association	109/P-CKi	Bousseymata Wt Wanalher	0	19	19	Maraichage	Appui Financiert	650	840	1490	Sos sahel
Tagorasse	Tadihilt	association	121P-CKi	Faki Ag Daoud	22	0	22	Eau (creusement et cuvelage des puits)	Appui Financiert	700	900	1600	Sos sahel
Achibogho	Tindoudou	Association	025 /p-cki	Kanene Wt Akki	02	12	14	Maraichage	Appui Financiert	90	150	240	SOS Sahel
Iballaghane	Iballaghane	Association	07/p-cki	Alla Ag Tahboudou	7	1	08	Commerce de betail	Appui Financiert	50	30	80	SOS Sahel
Djoubene	Tiyoussaye	Association	08/p-cki	Mossa Ag Hambo	12	3	15	Commerce general	Appui Financiert	60	30	90	SOS Sahel
Laya	laya	Association	023/p-cki	Zymma Ag Dochi	10	0	10	Fabrication de terre salle	Appui Financiert	120	230	360	SOS Sahel
Temakast	Achibogho	Association	015/p-cki	Bissada Ag Temamast	09	2	11	Confection des articles animal	Appui Financiert	90	95	185	SOS Sahel
IN-lyyis	Tin-lyyiss	Association	52/p-cki	Bilal Ag Wanbadja	07	2	09	Elevage	Appui Financiert	70	100	170	SOS Sahel
Achibogho	Tamasna	Association	157/cki	Rakia wt Arya	5	16	21	Activites generatrices de revenus	Appui Financiert	190	230	420	SOS Sahel
Achibogho	Chabougou	Association	264/p-cki	Ramata Wt Alhamdou	6	10	16	Commerce general	Appui Financiert	290	300	590	SOS Sahel

